

« On s'est fait balader. » C'est ce que me disait en 2009 le journaliste d'une grande radio qui venait d'interviewer le patron de l'une des premières banques françaises. « Il nous a enfumés en faisant des réponses techniques auxquelles on n'a rien compris », poursuivait-il. « Se faire balader », c'est un peu le sentiment de toute une société qui, après la crise financière de 2008, a pensé que le politique reprendrait la main sur les marchés mais constate que c'est l'inverse qui s'est produit. Alors que les États ont sauvé les banques, jamais ils ne semblent avoir été si contraints par ce qu'il est convenu d'appeler « les marchés financiers », cet ensemble de gestionnaires de fonds, de banques, de fonds spéculatifs (les fameux hedge funds), d'agences de notation, qui font la pluie et le beau temps. Et qui, depuis quelques mois, défont et refont certains gouvernements.

Ces acteurs financiers, je les côtoie tous les jours en tant que député européen. Car les règles qui les encadrent – ou justement ne les encadrent pas assez – se décident pour

l'essentiel au niveau européen. Le Parlement européen est en la matière codécideur avec les États. Depuis deux ans, j'ai donc négocié – et je négocie encore – les lois portant sur les fonds spéculatifs, la rémunération des traders, la spéculation sur les dettes des États, les produits dérivés, le droit des transactions financières, les agences de notation, etc. Parfois, avec mon groupe politique, celui des Verts, j'ai soutenu la version finale des textes, parfois j'ai voté contre. Car s'engager pleinement dans les négociations ne signifie pas nécessairement soutenir le résultat final.

On me demande parfois pourquoi un écologiste s'implique dans les questions financières. Ma conviction est que la transition écologique dont nous avons tant besoin pour transmettre une planète vivable à nos enfants a besoin de la finance. L'écologie, comme une certaine finance, s'intéresse au long terme. Les réassureurs, ceux qui paient en dernier lieu les dégâts liés au changement climatique, par exemple, sont les alliés des écologistes. Mais cette finance de long terme, qui investit, croit en des projets et les rend possibles, est absorbée par une finance uniquement centrée sur le court terme, dont le mot d'ordre est « après moi le déluge ». Transformer la finance est donc un combat profondément écologiste et humaniste.

Depuis la crise financière de 2008, il est clair que, derrière des questions apparemment

techniques réservées à des débats d'experts, se cachent des choix politiques ayant un impact sur l'ensemble de la société et sur le quotidien de chacun d'entre nous. Pendant les trente dernières années, les responsables politiques – de droite, mais aussi trop souvent de gauche – ont sciemment abrogé les unes après les autres les règles encadrant les activités financières. Par pure idéologie, ils ont laissé se développer une créature monstrueuse qui a totalement échappé à leur contrôle. Mais la crise financière qui a explosé en 2008 est un démenti cinglant à tous les chantres de l'autorégulation des marchés. Elle constitue donc une opportunité historique pour sortir de l'opacité les débats sur la finance et en faire une affaire de citoyens. Car tout le monde est concerné par la façon dont fonctionne – ou plutôt dysfonctionne – le système financier.

Dans les nombreux débats auxquels je participe en France comme en Europe, je n'ai pas encore rencontré de citoyens qui ne veulent pas que la finance soit plus et mieux encadrée. Mais très peu savent comment les décisions sont prises, quelles positions le gouvernement français défend vraiment à Bruxelles, quelles réformes sont réellement réalisables pour reprendre la main sur la finance... C'est pour éclairer ce processus et contribuer au débat démocratique sur ces questions si déterminantes pour notre avenir que j'ai écrit ce livre, tiré de mon expérience de député européen.

Pour raconter cette histoire, j'ai choisi de répondre aux arguments que j'entends tous les jours, que vous entendez aussi de la part des grands acteurs des marchés financiers : si l'Europe met en place telle ou telle règle, nous délocaliserons, ou nous arrêterons de financer l'économie, ou nos talents iront ailleurs. Et puis les banques françaises sont différentes, plus responsables, elles ne spéculent pas contre les dettes souveraines, elles respectent les règles sur les bonus, elles financent les entreprises.

Tout dans ce discours n'est pas faux. Mais, pour l'essentiel, il est loin d'être vrai. Le problème est que ni les citoyens ni la plupart des journalistes et des responsables politiques ne sont capables d'identifier le vrai du faux, de faire la différence entre la contrainte réelle et la pure intox. Car le lobbying effréné de l'industrie financière ne s'embarrasse pas de détails. Il a longtemps bénéficié d'un monopole. En face de lui, aucun contre-pouvoir n'existait. La donne a commencé à changer avec la création en septembre 2011 de l'ONG Finance Watch, dont je suis à l'origine avec d'autres députés européens.

Je présente enfin, dans la perspective de l'alternance en France en 2012, un bouquet de dix réformes clés pour changer la finance. Mon expérience de député européen m'a donné une certitude : la France pourrait faire beaucoup plus, même dans le cadre européen actuel. Et l'histoire selon laquelle notre pays serait le

INTRODUCTION

fer de lance mondial de la régulation du capitalisme est une belle fable à usage interne. Ce bouquet de mesures implique un changement de gouvernement en France. Mais aussi une certaine implication de la société civile. C'est pourquoi ce livre n'est pas écrit pour les spécialistes, mais justement pour tous ceux qui ne se sentent pas suffisamment armés pour comprendre la façon dont la finance fonctionne et les vraies marges de manœuvre dont, nous, les responsables politiques, disposons pour autant que nous ayons la volonté d'agir. S'approprier les questions financières est une des clés pour sortir de la crise. Car sans démocratisation de la finance, nous assisterons à la financiarisation de la démocratie.